

*Eldorado Nucléaire Limitée*

Dans le cas de la société Eldorado, nous avons conclu qu'il s'agit d'une mauvaise affaire. C'est notamment parce que nous avons appris, pour ce qui est des avantages et des inconvénients qui pourraient résulter pour les Canadiens, que le gouvernement a remis à la société Eldorado un chèque en blanc pour ce qui est des frais qu'il faudra vraisemblablement encourir pour dépolluer l'emplacement de la raffinerie de cette société à Port Hope. Nous bradons des centaines de millions de dollars de dettes à la nouvelle société issue de la fusion à raison de 30c. ou 40c. le dollar. Je ne trouve pas qu'il s'agisse là d'une affaire particulièrement avantageuse. J'en conclus que le gouvernement s'est débarrassé de la société Eldorado à vil prix à un moment où le marché est faible afin d'éliminer cette société d'État.

Nous ignorons quelle est la situation dans le cas d'Air Canada, mais je trouve que si cette société n'est pas moins efficace, le gouvernement aurait dû procéder autrement. Selon moi, les Canadiens jugeront que l'annonce faite aujourd'hui par le vice-premier ministre n'est pas avantageuse pour eux. La transaction en question va tout à fait à l'encontre de la politique de privatisation et viole les critères établis par le ministre responsable de la privatisation à pratiquement tous les égards, mais pourtant, le gouvernement entend quand même, semble-t-il, aller de l'avant avec son projet, ce qui est tout à fait répréhensible.

• (1610)

Vient ensuite la question des comptes à rendre. Nous soulevons des questions au sujet de la société Eldorado, mais le gouvernement ne nous donne pas les réponses voulues. Comment toute l'industrie de l'extraction de l'uranium représentée par la société Eldorado, une entreprise importante, rendra-t-elle des comptes à la population au sujet des questions comme la protection contre les radiations nucléaires et la sécurité et la santé des travailleurs concernés?

En tant qu'homme politique de l'Ontario, j'ai joué un rôle lorsqu'on a cherché en Ontario à remédier aux dangers pour la santé et la sécurité des mineurs des mines Denison, à Elliot Lake. Croyez-moi, il s'agissait d'une situation tout à fait impossible, et les problèmes ont été exacerbés à l'époque par l'intervention du gouvernement fédéral qui a tenté d'imposer aux travailleurs des normes de santé et de sécurité bien insuffisantes. En fait, selon moi, on s'est fort mal occupé de la question à l'époque.

La société Eldorado est sur le point d'être privatisée. Nous voulons retarder la privatisation en question. Selon nous, on ne devrait pas y procéder, car elle n'est pas avantageuse pour le Canada et les Canadiens. A tout le moins, on devrait s'entendre sur les comptes que les intéressés auront à rendre pour ce qui est de la santé des travailleurs et des Canadiens qui pourraient être victimes des radiations. Nous l'ignorons au juste.

Si je peux faire un parallèle, nous sommes dans la même incertitude en ce qui a trait à Air Canada. Dans le domaine de l'extraction de l'uranium comme dans ceux du transport aérien et du transport ferroviaire, nous avons mis sur pied une structure qui nous sert fort bien et qui découle d'initiatives prises par le secteur public. La société Eldorado en est un exemple et il en va de même du Canadien National et d'Air Canada. Cela n'empêche également pas des entreprises privées de prospérer sur le marché.

Il existe une concurrence très saine entre les secteurs public et privé qui est fort profitable au Canada. Notre pays est extrêmement difficile à mettre en valeur, et l'une des raisons de nos succès réside dans les initiatives prises par les entreprises publiques et privées en question.

Nous sommes sur le point d'abandonner cette formule. Le gouvernement affirme qu'il va renoncer complètement à l'entreprise publique, qui a pourtant contribué à la prospérité de notre pays. Bien des régions du Canada continueront de dépendre de l'intervention de l'État. Le mot «intervention» ne m'écorche pas les oreilles, surtout lorsqu'il est absolument essentiel que l'État intervienne pour que les Canadiens jouissent d'un niveau de vie suffisant, de perspectives économiques raisonnables et d'un minimum d'égalité. Or, on ne peut y arriver que par la concertation.

Dans une famille, il n'y a rien de mal à se concerter pour assurer l'éducation des enfants et le soin des personnes âgées. Le Canada est, lui aussi, une grande famille. Une société solidaire qui se préoccupe sincèrement de ses membres et veut leur bien utilise des moyens différents pour arriver aux mêmes fins. Toutefois, nous nous éloignons de ce modèle de société et nous laissons les lois du marché jouer sans entraves dans un nombre croissant de secteurs.

Hier, les journaux montréalais faisaient état du discours assez extraordinaire que Robert Campeau, qui est devenu un industriel américain, a prononcé devant le Canadian Club de Montréal. Je regrette de dire qu'il n'a presque rien dit en français, sa langue maternelle, à la Chambre de commerce de Montréal, mais il a blâmé et invectivé le gouvernement qu'il accuse de mollesse. Il estime que nous devrions nous défaire de l'assurance-maladie et que nous dépensons trop au chapitre du bien-être social et autres choses du genre. Il s'est arrangé pour oublier que son entreprise, la Campeau Corporation, qui possède maintenant des chaînes de magasins d'une valeur de 12 milliards de dollars aux États-Unis, a en fait bénéficié, à ses débuts, de l'intervention et de la participation du gouvernement du Canada, de la ville d'Ottawa et du secteur public. C'est ce qui a servi de tremplin à M. Robert Campeau, à ses collègues et à ses associés et ce qui leur a permis de construire un empire valant plusieurs milliards de dollars.

Je me suis demandé ce qui se passait et pourquoi ces choses-là arrivent. Qu'entend le gouvernement, de quoi s'agit-il au juste?

Si l'on avait tenu un sondage d'opinion sur la privatisation de Eldorado, je suppose que l'on aurait obtenu le même genre de résultats que ceux des récents sondages selon lesquels une majorité des partisans du Parti progressiste conservateur, et il faut dire que les conservateurs sont loin en arrière dans les sondages, pensent qu'Air Canada devrait rester une société d'État. Je parie que ces personnes sont du même avis au sujet d'Eldorado.

J'ignore quelle est la stratégie politique du gouvernement. S'il essaie d'attirer des voix néo-démocrates ou libérales sur des questions comme la privatisation, je crois qu'il va se heurter à une sacrée résistance.

Pourquoi les Canadiens résistent-ils à ce mouvement idéologique vers la privatisation? Pour quelle raison? Je dirais tout simplement parce qu'ils sont absolument convaincus qu'il est bon que certaines activités soient publiques, comme il est bon